

ENTRETIEN DE LA RENTRÉE

Toute la semaine, les politiques de tous partis et de tous niveaux de pouvoir viendront baliser le débat public de cette rentrée 2016. Aujourd'hui, Benoît Lutgen, président du CDH.

« La sécurité n'est pas un projet de société »

CDH Lutgen aux citoyens : engagez-vous ! Aux politiques : unissez-vous !

- Pour sa rentrée, le président du CDH appelle au rassemblement national sur la sécurité.
- Pour pouvoir ensuite se consacrer à un vrai projet de société « mobilisateur ».

ENTRETIEN

Le gouvernement fédéral a beaucoup parlé sécurité, cet été. Le président du CDH, Benoît Lutgen, voudrait que les responsables poli-

tiques de la majorité comme de l'opposition se rassemblent pour répondre aux différents défis de la sécurité... afin de pouvoir passer à autre chose : des projets mobilisateurs en termes de citoyenneté, d'environnement, d'éducation... Et il espère que son appel à l'unité sera entendu, puisque « l'union sacrée entre fédéral, Régions et syndicats a lieu sur Caterpillar » (lire p. 7).

Le MR a fait sa rentrée sur la sécurité ; le PS sur la semaine de 4 jours, et vous ? Malgré la réelle insécurité que nous vivons - et il faut régler les problèmes -, nous devons aussi élaborer un projet de

société. Rendre du sens à la vie ensemble. La politique, c'est aussi imaginer une société positive dans 10 ou 20 ans. Cela passe par l'éducation, le parcours citoyen obligatoire pour les jeunes, le cours de citoyenneté, l'engagement dans le milieu associatif... Nous avons l'obligation de présenter des projets positifs et rassembleurs en termes d'éducation, d'emploi, de formation, de pensions, de vivre-ensemble, d'énergie, de réchauffement climatique... Je ne connais pas de personnes passées par de tels projets et qui sont à la dérive sur le plan des valeurs. Par contre, les murs, les ghettos, la méconnaissance de l'autre entraînent la peur, l'incompréhension, du rejet.

Le message, c'est : engagez-vous ?

Oui. On ne peut pas vivre dans la peur. Or, on a l'impression que pour certains, la sécurité est devenue un projet de société. Avec beaucoup de cacophonie, d'ailleurs. Je demande donc que chacun reprenne ses esprits et fasse preuve d'unité, au gouvernement, mais au-delà. On ne pourra pas s'en sortir sans unité. On s'est réuni en conclave des jours voire des mois pour l'institutionnel ; on pourrait se réunir quelques jours, majorité et opposition, pour la sécurité. Je ne peux pas croire qu'on serait incapable de le

faire dans la situation actuelle.

Votre précédent appel avait déjà été rejeté par la majorité...

A moitié, car il y a quand même quelques contacts dans les couloirs. Mais il faut quelque chose de formel, d'organisé, de symbolique. C'est la force de l'Etat qui s'exprimerait ; cela permettrait à l'ensemble des responsables politiques de rapidement mettre en œuvre un projet, mais aussi de renforcer une image écornée avec les attentats, les tunnels, le piétonnier... et de revenir à un climat de confiance.

Quels sujets concrets voudriez-vous mettre sur la table ?

On l'a dit : on peut soutenir la détention préventive de 72 heures pour les infractions liées au terrorisme - pas pour tout le monde. Mais je suis prêt à discuter des retournées, pour qu'ils soient systématiquement screenés et privés de liberté ou que l'on trouve d'autres solutions de sécurisation. Discuter aussi de la responsabilité des opérateurs de sites internet et réseaux sociaux dans le déversement de haine. Nous avons déjà déposé des textes sur ces sujets. Pour tout cela, il faut de l'unité, de la rapidité : on ne peut plus attendre, et de l'efficacité : il faut déposer des textes et mettre des moyens, pas parader dans les médias tout l'été. Pour l'instant, la façon dont les choses se passent n'est pas à la hauteur : les petites phrases, les propositions les unes après les autres...

On est dans une escalade ?

La cacophonie et l'escalade.

Charles Michel n'a-t-il pas bien recadré les choses pour sa rentrée ?

Sa situation n'est pas facile car il a un partenaire qui ne veut pas l'unité de la Belgique. A lui de prendre l'initiative pour rassembler tout le monde. Dans un moment aussi périlleux et tragique pour la population, la cacophonie, les discours pas suivis de textes, parfois l'insulte, sont extrêmement anxiogènes.

Vous espérez un accueil plus positif à votre appel cette fois ?

L'unité doit d'abord être retrouvée au gouvernement avant de s'ouvrir à l'ensemble des forces démocratiques. Le Premier ministre doit lancer l'invitation et on verra qui est à la table.

Charles Michel veut élargir l'arsenal législatif pour agir avant les drames plutôt qu'après. Vous partagez ?

Mais qu'il le fasse alors ! La limite, pour moi, c'est qu'on s'attaque aux bonnes cibles : les personnes soupçonnées de terrorisme. Quand on a des éléments laissant penser qu'une personne se radicalise, revient de combats..., on ne va pas rester les bras croisés. Et tout ce qui touche à des propos extrémistes doit rapidement être poursuivi.

C'est possible concrètement ?

Je n'accepte pas que sur des sites, on laisse se déverser la haine. L'opérateur doit faire le nettoyage aussi. On a une tolérance sur les sites internet qu'on n'a pas dans une réunion ou dans la rue, alors que la propagation est beaucoup plus grande.

Si on ne veut pas travailler dans l'unité, la rapidité, l'efficacité, et se donner de l'air pour parler d'autres projets, alors la responsabilité fédérale sera engagée. ■

Propos recueillis par

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT
et MARTINE DUBUISSON

PROPOSITION

Une baisse d'impôt pour les familles

Dans le débat du tax shift, le CDH amène une nouvelle idée : une réduction d'impôt pour les familles. « *Le fédéral n'a prévu aucun avantage pour les ménages ayant des personnes à charge* », déplore Benoît Lutgen. Le parti propose donc une réduction d'impôt calculée en fonction du nombre d'enfants à charge. Pour un enfant, la réduction serait de 843 euros, pour deux, elle serait de 1.775 euros, pour trois de 3.705 euros, pour quatre de 6.085 euros... Cela représenterait pour les familles une augmentation de respectivement 40, 61, 79 et 104 euros par mois, par rapport au système actuel. Coût : 600 millions d'euros. Pour le président du CDH, ce « *geste envers les familles* » pourrait être financé par la suppression des intérêts notionnels. Cette dernière mesure rapporterait de 2 à 3 milliards d'euros. Le reste serait utilisé pour réduire le taux d'impôt des sociétés et les charges patronales.

MA, D. ET A.-C.B.

ANALYSE

« Constructif »

Le CDH fait sa rentrée, sa Fête des familles, à Bruxelles ce samedi. Un soutien à la capitale qui en a bien besoin, selon le Bastognard Benoît Lutgen. C'est un président assagi que l'on retrouve en ce début septembre. Point de torpille contre le gouvernement fédéral ou son Premier ministre : « *Je ne veux pas jouer à des jeux politiques en ce moment, c'est indigne. Je veux être dans le dialogue et le respect, l'opposition constructive.* » C'est donc à nouveau une main tendue qu'il offre à la majorité. Sera-t-elle saisie ? Pas sûr. Ce n'est pas la première fois qu'il appelle à l'unité nationale... sans être entendu. Mais il persévère, d'autant que pour Caterpillar, c'est possible. Il a bien cette phrase renvoyant dos à dos PS et MR : « *A droite, c'est travailler plus et gagner moins ; à gauche, c'est travailler moins et gagner plus. Il faut arrêter !* » Ou cette réponse à Rudi Vervoort, qui l'accuse de bloquer la taxe kilométrique à Bruxelles : « *Il peut danser sur sa tête, c'est non, niet, never.* » L'objectif est clair : marquer la différence CDH.

A.-C.B. ET MA, D.

pacte d'excellence « N'endettions pas les générations futures »

Quels moyens pour le Pacte d'excellence ? Un jour, Marie-Martine Schyns dit qu'il s'inscrira dans la neutralité budgétaire, un jour Rudy Demotte veut des moyens supplémentaires...

Je tiens quand même à rappeler un point : avant même de rentrer en négociations avec le PS, j'ai indiqué très clairement qu'il n'était pas question de nous mettre autour de la table si on ne renforçait pas les moyens liés à l'enseignement. Je l'ai obtenu au nom du CDH. Je me dois aussi d'insister sur ceci : ramener l'enjeu du Pacte uniquement à un impact budgétaire, pour moi, c'est faire injure au monde de l'éducation. L'enjeu est aussi ailleurs. Ce serait trop facile de dire : « Il suffit de mettre plus de moyens. »

Mais ça ne vous a pas énérvé, cette cacophonie ?

Il y a eu un gouvernement mercredi, Marie-Martine Schyns a dit que si on avait besoin de moyens supplémentaires, ils seraient mis en œuvre. Mais j'ajoute - c'est la touche CDH -

qu'il n'est pas question d'aller endetter les générations futures pour le Pacte d'excellence. Ce serait un paradoxe absolu, alors que ce Pacte mise sur la jeunesse d'aujourd'hui et de demain. Ce serait irresponsable. Il y a des choix à opérer à l'intérieur des moyens, il y a aussi une série de mesures qui ne coûteront pas d'argent. Prenez la discussion sur le tronc commun, sur les contenus, la formation : ça demande des moyens intellectuels, humains, mais pas financiers. Il y a aussi des moyens à aller chercher : certaines écoles dépensent beaucoup plus que d'autres pour avoir les mêmes résultats sur le plan administratif ou logistique.

Il faut impliquer l'opposition pour que ça fonctionne dans la durée ?

Idéalement. Je tends la main à une opposition constructive. A un échelon beaucoup plus modeste, quand j'ai réformé le code forestier qui ne l'avait plus été depuis des années, je l'ai fait avec Ecolo qui a joué le jeu. Ça a été possible car l'intérêt général du

projet était plus important que les jeux opposition-majorité. Cela demande un état d'esprit d'ouverture de part et d'autre... On ne peut pas simplement avoir une majorité qui a envie de travailler avec tout le monde et une opposition qui s'amuse à mettre des peaux de banane tout le temps en se disant : « Surtout, qu'ils ne réussissent pas le Pacte car peut-être qu'ils seront récompensés électoralement s'ils y parviennent. » Si on est dans cet état d'esprit là, ça ne sert à rien de venir.

Il n'y aura pas de nivellement par le bas ?

Il n'y aura pas d'interdiction du redoublement : ce n'est pas cela le projet du Pacte. L'idée est de former et d'accompagner les élèves pour que, si la barre est placée à 2 mètres, ils soient plus nombreux à la franchir. Il ne s'agit pas de mettre la barre à 1 m 40 pour qu'il y ait plus de monde qui la franchisse. ■

Propos recueillis par
Ma. D. et A.-C.B.